

# « La filière bois est aussi au service de la préservation du patrimoine »

**Interview** Président de l'interprofession Legnu Vivu, Sébastien Bruneau estime que le secteur économique dont il est le porte-parole doit s'extraire de nombreux paradoxes pour aller de l'avant

**A**vec les siens, il perpétue une véritable tradition familiale. Celle de l'entreprise « Les Charpentiers de la Corse ». Au bord de la nationale 193, sur la commune de Piedigrisgiu, une vingtaine de salariés y travaillent. Sébastien Bruneau veille sur la bonne marche de l'entreprise qui lui est chère, tout en s'impliquant au service de la filière bois. Président de l'interprofession régionale depuis le mois d'avril 2011, il fédère environ 80 professionnels et autres institutions travaillant à divers niveaux dans un secteur qui, jusqu'aux années soixante, représentait la 2<sup>e</sup> force économique de l'île. Pourquoi les choses ont-elles évolué ? Que faire pour redorer le blason de la filière ? Tentative de réponse d'un acteur qui espère que « Legnu Vivu » dépassera un jour le stade du seul slogan.

## Comment et pourquoi est née l'interprofession du bois ?

À l'initiative de plusieurs professionnels conscients de la nécessité de travailler ensemble, de solidariser les différents maillons de la filière. Il s'agissait aussi d'une réaction par rapport à un constat : la perte de parts de marché à cause d'une importante concurrence venue d'ailleurs, qui plus est de la part de constructions de mauvaises qualités. Nous avons aussi le sentiment, d'un point de vue plus général, que le marché du bois était vraiment sous-développé. Le constat est toujours le même. Pour preuve, une étude qui date du printemps dernier révèle ce que représente le bois sur le marché global de la construction. À l'échelle nationale, le secteur pavillonnaire s'élève à 10 % de parts de marché. En Corse, on n'atteint pas 1 %.

## Le produit est-il à ce point méconnu ?

Il y a de ça, certes, mais cela s'explique aussi par le fait que nous ne nous sommes pas regroupés à temps pour faire un vrai travail de promotion. Dans les autres régions, c'est autre chose. En Rhône-Alpes, par exemple, les professionnels sont regroupés depuis 30 ans. Organisés



Un véritable avenir pour la filière bois de Corse. Sébastien Bruneau et l'interprofession régionale y travaillent. Non sans difficultés...

(Photo Jeannot Filippi)

au sein des syndicats et des interprofessions, ils font un vrai boulot auprès des politiques et des clients potentiels.

## Pourquoi autant de retard en Corse ?

Je crois que pendant des années, on s'est limités à des niches et à des marchés captifs. On a un peu vécu sur des acquis. Sur l'idée que le pin lariccio était un bois très noble, que l'on n'avait pas besoin de faire un autre travail sur cette essence qui mérite pourtant une démarche de certification. Après s'être dotées d'un matériel de pointe il y a 30 ans, les scieries n'ont pas su se renouveler. Les professionnels n'ont pas suivi l'évolution et les exigences du marché, au niveau du traitement du bois notamment, de sa transformation. Parallèlement à ça, la ressource locale n'est plus autant considérée. Jusqu'aux années quatre-vingt, elle était privilégiée. Par la suite, son utilisation a chuté.

Les scieurs, qui ont monté des négoces, ont commencé à importer des produits, du bois exotique notamment. Pourquoi ? Parce qu'on considérait qu'on disposait d'un bois de meilleure qualité en terme de séchage, de stabilité dimensionnelle, et que le lariccio, à ce niveau, posait des problèmes. Petit à petit, le nombre de scieries a diminué. Dans les années soixante-dix, nous en avions une cinquantaine. Aujourd'hui, on doit en avoir cinq, avec deux seulement qui ont un vrai niveau de rentabilité. C'est à partir de ce constat qu'on a fini par se dire qu'on avait une vraie ressource de qualité, qu'on ne sait pas comment

transformer ni faire rentrer dans une vraie logique de valeur ajoutée. Inverser cette tendance, c'est le principal objectif de l'interprofession. Ce fut le premier point de désaccord avec la SEM Bois Énergie.

## Pourquoi ?

La SEM n'est pas dans l'interprofession, et on ne peut que souhaiter qu'elle adhère parce qu'elle est un maillon important de la filière. À ce titre, il faut qu'elle prenne conscience que sa priorité doit être la problématique des déchets dans les entreprises et qu'il faut qu'elle récupère ces déchets qui méritent d'être mieux valorisés. Il faut savoir quand même que l'on paye pour faire partir sur le continent les déchets qui ne sont pas exploités. L'autre point de désaccord concerne le bois énergie que la SEM considère comme le maillon principal de la filière bois.

## Comment comptez-vous parvenir à une vraie valeur ajoutée pour la ressource ?

Nous travaillons avec le soutien de la Collectivité territoriale de Corse et de l'Odarc, sur la certification des essences locales. Pour mieux commercialiser nos produits

localement, et éventuellement à l'exportation. Cette démarche va prendre du temps mais nous sommes en train de franchir un cap important sur la résistance mécanique du pin lariccio. Des tests ont été effectués dans ce sens par le centre technique du bois. Nous allons obtenir les

résultats complets d'une étude à la fin de l'année.

Le but, c'est donc de valoriser la

## ressource locale, et inverser ainsi une incroyable situation : l'entreprise corse qui importe pratiquement toute sa matière première...

Près de 18 millions d'euros de bois importés chaque année, à destination des entreprises de la seconde transformation, à savoir les charpentiers, menuisiers et ébénistes. C'est paradoxal, et en même temps problématique pour nous. Mais on se rend compte que les collectivités elles-mêmes n'ont pas pris conscience de l'enjeu.

## La commande publique ne fait pas confiance à la filière bois ?

Très peu de projets montrent que les collectivités misent sur de la construction en bois. En marché public, il y a eu tout récemment l'outil théâtral de Pioggiola. C'est à peu près tout. Parmi les exemples surprenants, on peut citer celui d'une commune forestière du sud qui construit un bâtiment pour stocker du matériel, et qui lance un appel d'offres pour une structure métallique.

## Est-ce à dire que l'interprofession que vous présidez doit convaincre jusqu'à ceux qui sont censés vous soutenir ?

Nous essayons de faire comprendre que notre mission s'inscrit dans la durée, au service de la Corse et d'un secteur d'excellence, à forte valeur ajoutée et créateur d'emplois. Quelque part, on considère aujourd'hui que le bois n'est pas durable. C'est d'autant plus faux qu'on maîtrise bien mieux la durée de vie des produits. Le pouvoir public doit prendre conscience qu'il s'agit d'un secteur d'avenir qui n'a pas besoin de millions d'euros de subventions pour fonctionner. De travail, tout simplement, non seulement au service d'une économie, mais aussi de la préservation et de la valorisation du patrimoine.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR NOËL KRUSLIN  
nkruslin@corsematin.com

Près de  
18 millions  
d'euros de bois  
importés  
chaque année  
en Corse"